

hebdocommuniste des P.-O.



chaque vendredi 2€

Le Travailleur Catalan l'hebd

L'école de demain...

Quel avenir ?

p. 4/5

• **Municipales**
Cabestany et Alénia p. 7/8

• **Culture**
Viva la Rumba p. 13

2 € - N° 4096 - Du 19 au 25 décembre 2025





Où vont nos sociétés ?



Serons-nous encore des Homo sapiens dans quelques décennies ?

Les cerveaux de nos enfants et de nos jeunes sont l'objet d'une attention particulière de tous ces idéologues libertariens et autres anarcho-capitalistes ou micro-nationalistes qui dessinent un avenir voué entièrement au marché libre. L'offensive est sérieuse et d'importance. Evidemment l'école est au cœur de la cible.

En même temps qu'on détruit pièce par pièce l'école républicaine, celle de la promotion sociale, de l'égalité, de l'émancipation par le savoir, on développe toute sorte de nouvelles écoles. Les écoles privées confessionnelles ou pas, sous contrat ou pas, font leur beurre sur les décombres de l'école publique. Mieux que ça, l'enseignement à la mai-

son se développe toujours au nom des libertés individuelles. Mais qui sont ces apprentis sorciers ? Une poignée d'intellectuels et surtout des grands patrons, des chefs politiques et des figures discrètes de groupuscules plus radicaux. Un carrefour « là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent » comme disait Marx.

L'extrême droite et ses alliés sont à la manœuvre. Des hommes d'affaires comme Pierre-Édouard Stérin « qui a bâti avec son équipe le plus gros incubateur de projets incroyables que l'Europe a jamais connu » dit le patron de l'institut de formation politique situé à l'extrême droite. Vincent Bolloré, patron d'un empire en Afrique et en France avec la main mise sur de nombreux médias qui façonnent jour après jour une contre-révolution en marche. Une nébuleuse de fondations comme la fondation Kairos d'Anne Coffinier (voir l'enquête de *l'Humanité* du 8 décembre) préparent le régime scolaire rêvé par l'extrême droite. L'abrutissement des cerveaux n'est pas une fatalité, c'est un objectif politique. Les forces progressistes sont au pied du mur pour reconstruire sans attendre une école républicaine qui accueille tous les enfants dans la diversité sociale et pour en faire des citoyens avisés.

Annonces

- **Conférence avec Francois Molins proposée par L'A.L.E.C. (Laïcité en Conflent)**
Samedi 20 décembre à 17h30 – Salle du Pessèbre, rue San Juan de Porto-Rico – Prades.
- **La librairie La Libambulle sera au Marché d'hiver de Cal Mateu**
Dimanche 21 décembre de 10h à 13h – Musée de Cerdagne, Ferme Cal Mateu – Sainte-Léocadie.

Suivez-nous



AMÉNAGEUR
PROMOTEUR
ACHAT
DE TERRAINS

Signature du bien vivre Catalan !

SAS Marcel Foinneau - 2 Route nationale,
66200 Alénia - Tél. 04 68 66 72 34

#FREEGLEIZES R.F

CHRISTOPHE GLEIZES.
JOURNALISTE SPORTIF FRANÇAIS
CONDAMNÉ À 7 ANS DE PRISON.

SIGNEZ LA PÉTITION

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88
mail : redaction@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0630 C 84621
N° ISSN 1279-2039

Gérant / Directeur de publication :
Jean Vilert
Maquette : Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé
Impression : Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France)

Webmaster :
Corinne Coquet / Dominique Gerbault
Publicité :
Richard Siméon
PHR



Habileté à la parution
de vos **annonces**
légales.
Contactez-nous par
mail : legales@letc.fr



L'audiovisuel public au pilori

Une attaque sans précédent

Le journaliste Grégory Marin, dans « l'Humanité magazine » titre ainsi : « Offensive brune contre l'audiovisuel public » et lance l'alerte. Il pose la question : « Les citoyens doivent-ils s'en mêler ? ». Une fois l'ensemble des arguments développés, la réponse s'impose. C'est oui.

Chacun a pu entendre et découvrir, ça et là, sur l'ensemble des médias audiovisuels ou dans la presse, les controverses secouant quelques certitudes quant à la légitimité de l'institution publique, « l'Audiovisuel public ». Par ailleurs, à l'initiative de « Union des droites pour la république » (UDR, Éric Ciotti), une commission d'enquête parlementaire est en cours (du 25 novembre 2025 à mars 2026) pour évaluer « la neutralité », vérifier « l'objectivité », rechercher des « collusions potentielles » et évaluer la « gestion économique » de l'institution. Les accusations, peu étayées, sont lourdes et puissantes. Les procès d'intention nombreux et la malveillance populiste toujours présente. Les médias publics sont donc en conflit ouvert avec les médias de la galaxie Bolloré depuis l'affaire Legrand-Cohen, abondamment commentée sur CNews, Europe 1 et dans Le JDD, qui y ont vu un signe de partialité politique du service public. CNews, Europe 1, Hannouna, la droite, Frontières, Retailleau et bien d'autres participent ainsi à la curée et consacrent des heures entières à travestir la réalité, chargeant l'établissement public de tous les maux. Ils veulent sa disparition. Leurs candidats préférés, Zemmour, Bardella, Ciotti et Wauquiez, pour n'en citer que quelques-uns, l'intègrent dans leurs programmes. Il s'agit pour eux de récupérer les parts de marché, les rentrées publicitaires associées mais surtout de se débarrasser de médias qui gênent, et de l'Arcom, fussent-ils contestables à certains moments. Ils veulent gagner la bataille idéologique et ne plus être contestés. Les milliardaires d'extrême droite sont en ordre de marche.

Quelques accusations populistes

La « gabegie financière », d'abord. La présidente Delphine Ernotte a démenti : « (50€/an par habitant). Sur les finances du groupe, entre

2017 et 2024, France Télévisions a cumulé 81 millions d'euros de déficit net et le budget 2025 anticipe une perte d'exploitation d'environ 50 millions d'euros (sur 4 milliards). « France-Télévisions coûte aux Français 500 millions d'euros de moins qu'à (son) arrivée ».

À la « supposée dérive gauchisante » ensuite, la présidente a répondu : « nous, nous considérons que l'information n'est pas une opinion, France Télévisions doit s'adresser à tous... nous ne faisons pas le même métier que Cnews... ».

Des salariés sous pression et des insuffisances notables

« Une part notable de la charge de travail repose sur des jeunes CDD, voire des intermittents. À cela s'ajoute la menace de Holding, de regroupement cher à Rachida Dati » témoignent ainsi certains salariés. « Nous sommes seuls et isolés ». D'autre part, les « lignes éditoriales » sont aujourd'hui assez souvent contestées à gauche. (génocide Israélien, mouvements sociaux dans le monde...). « Mais ça, nous pouvons encore le contester et faire évoluer les choses, tant que l'institution reste publique ». Exact.

Michel Marc

* En quelques chiffres. Budget : 4 milliards d'euros (dont 2,7 pour France Télévision). 16 000 salariés (pas de précision sur le statut). 6 chaînes TV (F2/3/4 et 5 : France info et Outre-mer) 6 stations de radio (France inter, France culture, France musique, Ici, FIP, France info). L'INA (institut national de l'audiovisuel). 29,3 % de part d'audience (15 millions d'auditeurs quotidiens), un milliard d'écoutes de podcasts.

**Découvrez d'autres articles, chaque semaine,
sur le site www.letc.fr**

École de la République

Tout un programme

Encore une année d'incertitude qui s'ouvre pour l'École de la République.

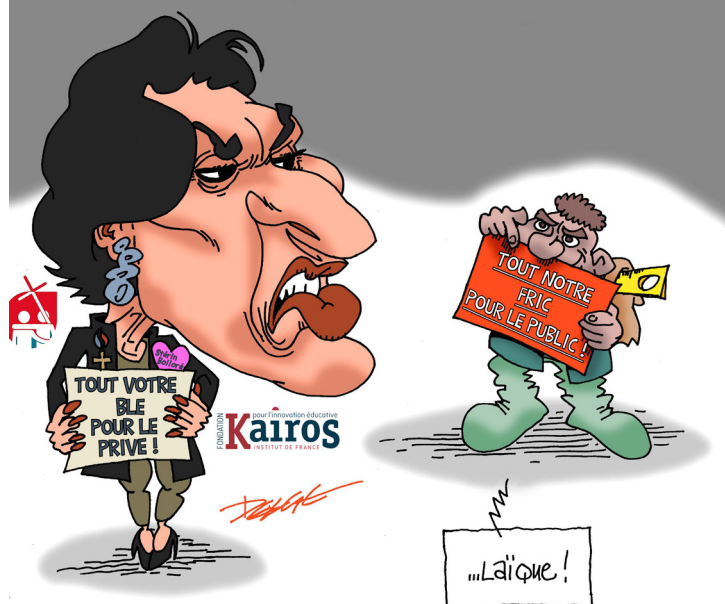
Le budget reste en débat, mais une chose est sûre : plus de 4 000 postes seront supprimés dans l'Éducation nationale. La réforme du concours de recrutement, désormais abaissé au niveau de la licence, s'accompagne d'une nouvelle année blanche, le point d'indice demeurant gelé.

Localement, la situation se dégrade, lentement mais sûrement. Notre département, le deuxième le plus pauvre de France métropolitaine, cumule tous les records. Une étude récente de l'Insee ne fait que confirmer ce que les enseignants, les parents et les élus constatent chaque jour : l'Occitanie, déjà marquée par de fortes disparités sociales, voit ces inégalités atteindre leur paroxysme à Perpignan. Ici, les quartiers populaires, concentrés au cœur de la ville, occupent un espace 1,2 fois plus étendu que les zones favorisées, reléguées en périphérie. Une ségrégation spatiale unique en Occitanie, où, nulle part ailleurs, les territoires défavorisés ne surpassent en superficie les quartiers aisés.

Ce n'est pas une fatalité

C'est le résultat de choix politiques qui ont affaibli l'École publique et abandonné les territoires les plus fragiles. La solidarité et la fraternité ne sont pas de vains mots : elles constituent les fondements mêmes de notre République. À nous, enseignants, parents, élus et citoyens, de les incarner au quotidien. L'École publique laïque, pilier de l'émancipation par les savoirs et rempart contre tous les obscurantismes, subit de plein fouet les attaques des forces réactionnaires. Pourtant, c'est bien

L'enseignement privé, sous ou hors-contrat, n'en a jamais assez !



son projet -celui d'une école protectrice, émancipatrice et égalitaire- qui doit guider notre combat face aux fractures sociales et territoriales qui déchirent notre région et notre département. Nous avons besoin d'un engagement fort de l'ensemble des acteurs en faveur de l'École publique et républicaine. Cela passe nécessairement par des moyens conséquents, à la hauteur de la tâche immense portée chaque jour par des milliers d'enseignants, d'associations et de familles engagés au service de la réussite de tous.

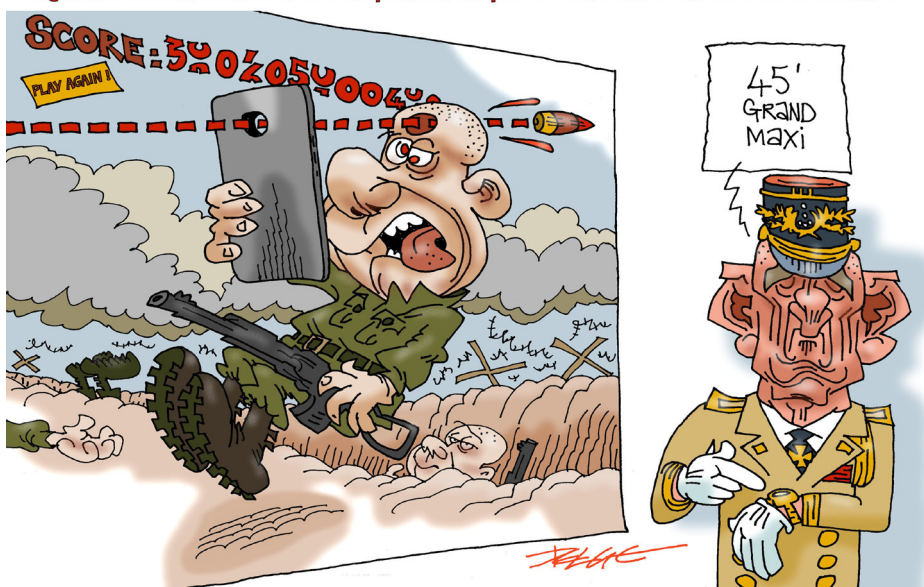
Ignacio Valenzuela

Convention sur les temps de l'enfant

Le rapport de la Convention citoyenne sur les temps de l'enfant, publié le 23 novembre par le Conseil économique, social et environnemental (CESE), propose vingt préconisations qui sont loin de faire l'unanimité.

Cent trente-trois citoyens dont vingt enfants et adolescents ont tenté de répondre à la question de Bayrou, alors Premier ministre, « Comment mieux structurer les différents moments de la vie quotidienne des enfants ? ». Question suggérée par Macron qui espérait réduire les vacances d'été. La proposition la plus contestée par les professionnels de l'éducation est la réduction de l'heure de cours à 45 minutes. Or, en vingt ans, de réformes en réformes, on a déjà fait perdre des années cumulées d'école, près de deux ans de moins en primaire. « On ne relève pas le niveau scolaire en réduisant le temps d'enseignement », commente Stéphane Bonnery, chercheur en sciences de l'éducation. Les résultats du classement Pisa qui place les élèves français en dernière position des pays européens en maths, devraient suffire à en convaincre. Le Snes-FSU, syndicat majoritaire du second degré, y voit lui « une mesure immédiate pour compenser les suppressions de postes et répondre à la crise du recrutement. », les enseignants passant de 18 à 24 séances hebdomadaires.

Rythmes scolaires : les élèves ne pourraient pas se concentrer au-delà de 45 minutes



Convention sur les temps de l'enfant - suite

La nouvelle journée

Le rapport propose une nouvelle organisation de la journée, début des cours à 9h, apprentissages théoriques le matin, apprentissages pratiques l'après-midi, fin des cours à 15h30. Au-delà, activités extrascolaires. Payées par les mairies ? Par les parents qui le peuvent ? Surtout, pour le Snes-FSU « *cela ouvre la porte à une sortie éventuelle des arts plastiques, de l'éducation musicale et de l'EPS du cadre national de l'enseignement* » et creuserait encore les inégalités territoriales.

De même, pour Stéphane Bonnery, cette nouvelle organisation du temps scolaire est symptomatique d'une politique éducative inégalitaire selon les origines sociales et « *enferme chaque enfant dans les goûts et déterminismes familiaux* ».

Des propositions intéressantes

Le rapport remet la semaine de cinq jours dans le Premier degré, alors que Darcos l'avait réduite à quatre en 2008, malgré une opposition nourrie des enseignants comme des parents.

Est également préconisé dans le rapport de respecter une alternance de sept semaines de cours et de deux semaines de vacances. Ce que clament les scientifiques depuis des décennies ! Il propose pour cela la réduction des zones de vacances de deux à trois lors des vacances d'hiver et de printemps. Rien n'est dit en revanche sur les vacances d'été. Pas de chance pour Macron ! Le rapport alerte également sur le manque de moyens humains et financiers dans tout l'écosystème éducatif : enseignants, animateurs, éducateurs... Mais là, on sait déjà, a contrario que 4 000 suppressions de postes sont prévues.

Anne-Marie Delcamp

Éducation

ÉVAR, ÉVAR, ... què és això ?

Si depuis la rentrée, l'Éducation nationale dispose d'un clair programme d'Éducation à la Vie affective, Relationnelle et Sexuelle, sa mise en œuvre appelle un solide plan de formation de l'ensemble des personnels.

Le 2 décembre dernier, l'État a été condamné par le tribunal administratif de Paris pour avoir « *manqué à son obligation d'organiser les séances d'information et d'éducation à la sexualité prévues par la loi du 4 juillet 2001* ». Cette condamnation fait suite à l'action portée par plusieurs associations qui avaient dénoncé les manquements du ministère de l'Éducation nationale à la loi prévoyant trois séances annuelles d'information et d'éducation à la sexualité pour tous les élèves. Mais moins de 15 % des élèves en avaient bénéficié, selon un rapport du Conseil économique, social et environnemental.

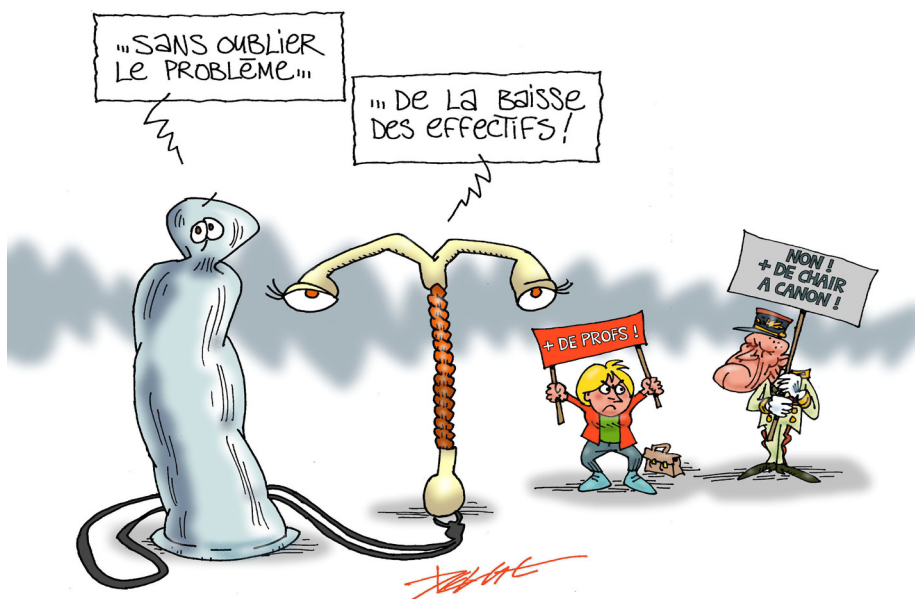
Un programme clair

Or, depuis la rentrée 2025, l'Éducation nationale dispose d'un programme clair sur le sujet. Celui-ci est composé de deux volets : l'un sur l'éducation à la vie affective et relationnelle (Évar) pour les écoles maternelles et primaires, un second auquel s'ajoute la sexualité (Évars) pour les collèges et lycées. La publication de ce programme a suscité une campagne persistante de désinformation et de dénigrement menée par des groupuscules réactionnaires et l'extrême droite.

Adapté à tous les niveaux

L'Évars ne se limite pas à des informations biologiques ; elle englobe des dimensions affectives et sociales. Dans le premier degré, le programme Évar pose les bases du respect et de l'égalité. Il développe l'empathie, la confiance en soi et la capacité à exprimer ses émotions. Au collège, les thèmes s'élargissent : anatomie, reproduction, prévention des infections sexuellement transmissibles, égalité filles-garçons, consentement, respect, harcèlement... L'objectif est de donner aux adolescents des repères pour comprendre la complexité des relations humaines. Au lycée, l'Évars prend une dimension citoyenne et critique. Les élèves sont

Il n'y a pas partout une vraie mixité à l'école...



ainsi amenés à analyser les stéréotypes, déconstruire les discriminations et identifier les inégalités véhiculées par les médias. Ainsi l'Évars favorise une société plus égalitaire en déconstruisant les stéréotypes de genre et en encourageant le respect de la diversité.

La formation des enseignants

Mais cette éducation ne peut reposer sur la seule bonne volonté des équipes éducatives. Elle exige du temps et un travail collectif entre enseignants, CPE, personnels de santé et partenaires extérieurs formés. Et une formation solide, nombre d'enseignants se disant démunis, manquant de repères, de ressources et de temps. Il est urgent de mettre en place une véritable politique de formation initiale et continue, dotée de moyens humains et financiers.

René Granmont

DDEN66

Faire vivre la laïcité

Pour les 120 ans de la loi de 1905, la présidente Carmen Esclopé des délégués départementaux de l'Éducation nationale répond à nos questions.

L'Union des DDEN66 a toujours montré son attachement à la laïcité, pouvez-vous nous expliquer pourquoi ?

Les DDEN sont attachés à la laïcité pour des raisons historiques. Le lien entre l'école et les DDEN existe depuis les lois scolaires de Jules Ferr. La loi Goblet du 30 octobre 1886 et la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État. Ce sont des bénévoles « officiels » auprès des écoles publiques françaises, écoles qui reposent sur un principe fondamental : la neutralité religieuse, politique, idéologique, c'est-à-dire la laïcité. Ils défendent corps et âme l'idée d'unité, du vivre ensemble et la paix. Et l'outil indispensable à la défense de ces valeurs est la laïcité, principe fondamental de la Constitution permettant de garantir et défendre les fondements de l'École publique : obligatoire, gratuite, laïque.

Vous avez organisé une semaine de la laïcité tournée vers les élèves. Quel bilan en tirez-vous ?



Nous avons reçu, au musée de l'École, pendant cette semaine, des élèves de classes élémentaires, du collège mais aussi des lycéens et ceux de l'association laïque pour l'éducation, la formation, la prévention et l'autonomie (ALEFPA). Nous les avons accueillis avec des chants sur la laïcité, écrits par des élèves comme eux. Nous leur avons proposé des quiz, questionnaires permettant de « tester » leur niveau de connaissances concernant la Ré-

publique, la laïcité et autre, et dont les réponses se trouvaient dans l'expo située dans la salle du musée. Ils ont aussi participé à des projections de films et débats, à la visite de la classe d'autrefois, avec l'exercice d'écriture à l'encre et porte-plume Sergent-Major. Ces échanges ont été très libres, spontanés aussi bien avec les jeunes qu'avec les ados. La séance se terminant par un goûter.

Pensez-vous que la loi de 1905 a besoin d'être changée ?

La loi de 1905 ne doit pas être changée. Elle est indissociable de l'École publique, elle protège les enfants, garantit l'égalité et permet à l'école d'être un espace commun à tous. C'est l'ADN de notre association. Gardons-la comme elle est. Pour autant, elle a besoin d'être soutenue, accompagnée. Poursuivons cette tâche avec toute notre énergie afin de préserver la liberté de conscience et celle de manifester ses convictions dans les limites du respect de l'ordre public.

Propos recueillis par Michèle Devaux

En Català

Les cinc arquas Capítol 3 (5)



Al periodista l'hi escapa irònicament
- Llàstima pels Mormons: els que se dedicaven a arxivar la humanitat sencera. Vos en recordeu d'aquelles parelles amb vestit i corbata que caminaven per tot el món col·lectant dades? Aquests maleïts xips els deixen totalment desfeïnats...
- De fet, per ara no hi ha exemple que un xip de la segona generació desapareixi radars.

dels
Queda lo més difícil a dir pel barceloní:
- No hi ha exemple menys en Arqueania.

Els dos amics callen i el Lluís segueix

- Normalment, doncs, el senyal d'una presència humana queda lineal. Passa que no sé perquè, un tècnic al fons d'un despatx buscant algo per fer un dia es va donar compte d'una cosa estranya. Alguns senyals de l'espai dels arqueans paraven durant un temps... i, tan estrany o més encara, de temps en temps un d'ells ja no tornava. I lo que menys agrada a un poder, sigui el que sigui, és no entendre alguna cosa... En aquest cas, que gent desaparegui de debò.

El periodista no pot deixar de dir

- Bé, els nostres arqueans deuen haver trobat un truco per fer callar un xip.
- Si ho han fet de manera voluntària, haurien inventat una arma pitjor que nuclear: com ja ho he dit, les dades se poden esborrar, però el receptacle ell mateix sembla indestructible, és tan petit i resistent que ni les cremacions generalitzades n'acaben

amb ell, i segueixen sent perceptibles barrejades amb les cendres dels difunts, tan dins d'una urna com dispersades a dalt d'una muntanya.

- Ja ho has dit, si això és el resultat d'un càlcul voluntari. Perquè no seria en fenomen aleatori, sense control i si convé sense coneixença dels propis arqueans?

El Jaume intervé :

- Es veu que és precisament per provar si tu pots aclarir la cosa que estem reunits aquí escoltant aquest noi tan trempat.
- Aclarir les coses, oi? Ara només vos queda a explicar com dos estats tant ben parits com els nostres van a buscar un periodista ja no de primera mà per provar d'aclarir, és la teva paraula, aquest cas; no teniu tot lo necessari dins dels vostres calaixos? Gent, mitjans tècnics?

El Jaume es deixa caure dins del la seva butaca, empassa un glop d'aniseta, i diu amb un somriure satisfet, mirant el barceloní :

- Ja t'ho he dit que era un tio intel·ligent! Ara et toca a tu a donar-li els elements que falten.

La satisfacció del Jaume és el pendent de la dificultat manifesta de l'altre, lo que l'hi queda a dir és clarament difícil:

- Entrar dins el món de les Arquas no és tant fàcil. Existeixen mitjans de vigilància molt potents, mes són eficaços en els espais diguem normals, com aquí per exemple. Lo que caracteritza les Arquas és precisament , i per això hi van els que hi viuen, és que escapen a la vigilància, és a dir a la seguretat del nostre món. Ben segur, queden les possibilitats de l'espai sideral però... (seguirà)

Cabestany

Le fruit de la passion

Des citoyennes/citoyens qui ont Cabestany « chevillée au corps » s'engagent aux côtés d'Édith Pugnet.

« La passion de Cabestany » liste conduite par la maire sortante, à la vitalité communicative, a été présentée au public. Jean Vila (maire de 1977 à 2021), s'engage à ses côtés au titre de président du comité de soutien, rappelant l'évolution de la ville avec 10 730 habitant.e.s aujourd'hui et les réalisations qui font de Cabestany une ville attractive. Soutien que vante Édith Pugnet : « *cette ville, tu la portes dans ton cœur et tu as su m'en transmettre la passion. Je mets toute mon énergie pour qu'elle poursuive et amplifie ses atouts, renforce sa notoriété, fort du sillon que tu as tracé.* » Qualifiant la campagne « *d'inédite, où certains de nos adversaires font le choix de tout critiquer et mènent une campagne démagogique* », l'édile compte sur l'appui de la population « *vous, qui avez envie que les politiques municipales menées depuis des années se développent, se renouvellent et s'adaptent aux défis de notre société.* »

Nouvelle équipe, nouvelle énergie

Chaque candidate/candidat s'est présenté au public sans flagornerie, avec aisance et humour. Liste « *largement ouverte et composée de citoyennes et citoyens qui partagent les belles valeurs de progrès social, d'humanisme, d'environnement et de citoyenneté, dont plus de la moi-*

tié sont des nouveaux pour lier expérience et renouvellement, respecter la parité, prendre en compte l'implication dans la ville. » explicite Édith Pugnet.

La passion de Cabestany en action

Le programme municipal est en cours de construction, co-élaboré avec les habitantes/habitants, malgré : « *les gouvernements successifs qui étranglent et asphyxient financièrement la commune, en la chargeant de dépenses décidées par l'État et en la déchargeant de recettes nationales ou la privant de compensations financières justes et équitables.* » Vigilance aussi sur : « *les enjeux de l'Intercommunalité qui prendra une place singulière et tout faire pour empêcher Perpignan d'absorber Cabestany et d'y faire régner ses politiques autoritaires et revanchardes.* » Le projet municipal : « *s'articulera autour de trois ambitions pour bâtir le Cabestany de 2040 d'une ville résiliente, moderne, toujours aussi agréable, tranquille et inventive. Il sera complété, enrichi de nos rencontres et en temps voulu, nous dévoilerons le programme complet, ambitieux, concret, réaliste et chiffré. L'aventure ne fait que commencer.* »

Ray Cathala

Colistières/colistiers : Édith Pugnet, François Allaire, Sylvette Antony, Olivier Babinot, Virginie Baille, Hervé Blanchard, Sébastien Bracq, Chantal Casimir, Stéphane Comes, Thierry Crane, Patricia Dubois, Mathieu Escudie, Antoine Figue, Alicia Font, Marie-Pierre Garcia, André Gillard, James Gillon, Christophe Hemery, Alison Idalgo, Kader Khelfaoui, Cécile Lacapère, Louison Lalouette, Aurélia Lesbros, Ludvine Lorieux, Brigitte Pages, Laetitia Pasquier, Vanessa Paysa, Myriam Polato, Alain Portier, Stéphane Quintin, Alexandra Rymont, Jean-François Régner, Elisabeth Rivas, Fabien Torres, Marc Zarcane.

Contre le détournement des productions agricoles palestiniennes



Le 29 novembre dernier, à l'occasion de la journée internationale pour les droits du peuple palestinien, l'association Cultures de Paix a lancé une campagne locale pour la

défense des agriculteurs palestiniens dont les productions sont détournées ou détruites par les colons israéliens.

À cette occasion, plusieurs dizaines de militants se sont rassemblés devant le magasin Carrefour de Clairac pour appeler les acheteurs à la vigilance concernant la présence de produits détournés par l'occupant en Cisjordanie. En effet, « *en violation du droit international* », l'État israélien exporte en les rebaptisant « *Made in Israël* » des produits agricoles issus des territoires occupés.

Dans le même temps, Cultures de Paix écrit à toutes les directions des grands magasins

du département pour rappeler le calvaire du peuple palestinien confronté aux massacres de l'armée israélienne à Gaza, mais aussi à la colonisation sauvage en Cisjordanie où les agriculteurs voient les colons détruire leurs récoltes pour s'approprier leurs terres. Ce courrier a donc demandé que le droit international soit respecté en retirant de la vente toutes les productions frauduleusement rebaptisées « *Made in Israël* ».

Et, bien entendu, l'association appelle les consommateurs à ne pas acheter de tels produits quand ils sont proposés à la vente.

R. G.



Alénia

L'équipe sortante à l'offensive

Jean-André Magdalou, le maire sortant, au milieu de l'ensemble de ses colistiers, a donc fait le bilan de mandat, a reprecisé les principes intangibles qui guidaient leurs décisions et a tracé les pistes pour l'avenir.

« Merci aux élus sortants qui ont choisi de poursuivre, merci aux nouveaux candidats volontaires et engagés. L'expérience des premiers et le regard neuf des seconds permettront d'enclencher une très belle dynamique. Nous entendons poursuivre et consolider le travail en cours » a-t-il précisé en introduction. Il poursuivait, « assumant » la couleur de la liste, du PCF au PS et associait les citoyens progressistes présents sur la liste, précieux et déjà impliqués dans la vie de la ville. La notion d'équipe « n'est pas un vain mot ».

Un gros village ou une petite ville

Trois mille huit cents habitants, des commerces qui résistent, un cœur de village préservé et vivant, un patrimoine, une surface agricole féconde (2/3 de la surface totale) et innovante (présence de l'INRA et proximité du Lycée agricole de Théza) aujourd'hui sanctuarisée, des lotissements communaux, et une croissance maîtrisée. Évoquant l'intercommunalité « Sud-Roussillon », le maire précisait : « notre commune y a toute sa place, de façon librement consentie et mutuellement avantageuse, dans une intercommunalité à dimension raisonnable. Nous devons la préserver ». Il citait alors en exemple la gestion publique de l'eau avec un bon taux de rendement et la police municipale mutualisée disponible 24h/24 et 7 jours sur 7.

L'intérêt commun et la réponse aux besoins

Dans son discours, il insistait sur la démocratie citoyenne : « répondre au mieux aux besoins de tous les habitants, en les associant, ce qui n'est pas nouveau, à nos réflexions et aux décisions prises. Nous avons une culture des offices municipaux qui réunissent à parité des élus et des citoyens, intéressés, dans tous les domaines, une culture de rencontres régulières, des réunions de quartiers avant toute grande décision. Nous voulons encore progresser dans le domaine de la participation citoyenne ». Engagement clair. Ensuite, il rappelait les grands principes intangibles guidant l'action communale : « un attachement indéfectible aux valeurs humanistes de la République, à la laïcité, une même conception de justice sociale, et une volonté de défendre ardemment le service public, en recul partout, malmené, et attaché à l'institution communale, pilier de la démocratie directe ».

Un bilan exemplaire et l'avenir à construire

« Nous habitons une belle petite ville. Terre de liens et de cultures. Elle grandit, nous avons obtenu et construit la crèche municipale et l'Ehpad public (réunis dans un pôle), créé un service enfance jeunesse, un espace numérique et nous avons initié un service public de médecine générale. Soyons fiers de la qualité de vie, dans une ville qui bouge et se fait remarquer, avec une vie sociale et culturelle dense, intense, vivée. Nous y sommes très attachés ». Nul ne peut contester cet aspect, et c'est un peu la « marque extérieure du village », il se passe toujours quelque chose à Alénia ! Sans tabou, Jean-André Magdalou répondait à la question posée concernant la sécurité et la délinquance. « Nous y sommes très attentifs. La gendarmerie, est et sera sollicitée autant que nécessaire. C'est son rôle et nous n'hésiterons jamais à faire appel à eux. La tranquillité et la sécurité font partie des droits fondamentaux. Nous ne laisserons pas ces aspects de côté ». La campagne est lancée.

Michel Marc



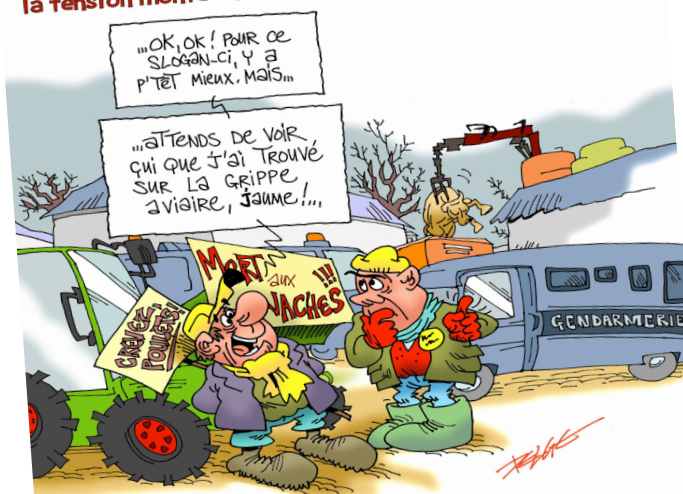
Jean-André Magdalou, candidat à sa propre réélection.

L'actu vue par DELGE

Père Noël pour le Secours Populaire : pas toujours facile...



abattage systématique de bovins : la tension monte entre agriculteurs et forces de l'ordre



Entreprises

Le MEDEF 66 à la pointe du combat

Il est toujours instructif d'aller consulter le site local du MEDEF 66 pour mesurer la nature des pressions qu'il exerce sur les sphères publiques et les acteurs économiques.

En début d'année 2025 dans un éditо évoquant le 80^e anniversaire de la victoire sur le nazisme le rôle de l'Union soviétique y avait été tout simplement effacé. Pas de traces des 25 millions de victimes de ce pays et du fait que les 2/3 des forces armées allemandes et nazies s'étaient fracassées sur le front de l'Est. Le MEDEF 66 occulte le rôle de la résistance française en omettant sa participation aux combats libérateurs comme dans notre département et son rôle stratégique pour bâtir à la libération un modèle économique et social protecteur pour les salariés et la population avec notamment la Sécu que le patronat s'évertue de démolir systématiquement. Dans la droite ligne de ce postulat le président du MEDEF 66 dans un éditо publié sur le site du MEDEF 66 en juillet 2025 (et toujours en ligne) remet en cause la



légitimité des ordonnances de 1948 précisément celles qui fondent la Sécu. Toujours selon lui, seul les employeurs participeraient à son financement. Et bien non ! Ce sont les prélèvements effectués sur les richesses créées par le travail des salariés qui financent la Sécu

et constituent un financement collectif de la protection sociale. L'amnésie est décidément une constante chez le président du MEDEF 66 qui omet d'évoquer les 211 milliards d'aide aux entreprises pour l'essentiel sans contrôles ni conditions, la vampirisation par les actionnaires et les cadres dirigeants des bénéfices des sociétés, l'optimisation et la fraude fiscale. Celles-ci ne peuvent être le fait ni des salariés ni des privés d'emploi, ni du commun des retraités ni des personnes subsistant avec les minimas sociaux. Pour tous ceux-là c'est l'érosion incessante du pouvoir d'achat afin d'alimenter l'accumulation des plus gros patrimoines privés, des 500 familles les plus riches, passés de 700 à 1 200 Milliards d'euros en huit ans de régime Macron.

Michel Coronas

AESH en grève

Ils réclament la création d'un corps de fonctionnaires



AESH, cela veut dire Aide aux Élèves en Situation de Handicap. Les personnels, nombreux, veulent donner du sens à leur métier, améliorer leurs conditions de travail (salaires et formations), aider plus et mieux les élèves qui leur sont confiés. Ils sont plus d'un millier dans le département, aux horaires très divers, travaillant entre quelques heures pour certains et 30 heures pour « les plus chanceux ». Avec leurs syndicats rassemblés (CGT, FSU, Sud et l'UNSA) auxquels il faut ajouter la FCPE, dans tout le pays, ils étaient en grève. Ils ont manifesté devant l'Inspection académique, qui gère les moyens dédiés à ce corps de métier. L'exemple donné par une salariée aide à comprendre leurs revendications : « je suis et aide 24 élèves différents dans la semaine ! Mon travail ne veut plus rien dire dans ces conditions. Les enfants et les parents sont en droit d'attendre beaucoup mieux ».

M. M.



L'USAP travaille la confiance

*En Challenge Cup à Trévise (défaite 44-31),
les joueurs catalans continuent à mettre leur jeu en place.*

Même si l'équipe italienne du Benetton Trévise n'a pas l'aura de certaines équipes anglaises ou irlandaises, elle commence à se classer dans la catégorie des équipes européennes sur lesquelles il faut compter. Et ce depuis que cette équipe a intégré la Ligue Celte. Lors de la saison 2010-2011, l'USAP avait battu les transalpins (35-14) en Coupe d'Europe, mais le Benetton a bien évolué depuis quinze ans avec une équipe qui renferme la moitié des joueurs de l'équipe nationale. Aller gagner chez les Trevigiani aurait à coup sûr été un exploit pour une USAP qui comptait sur ce match pour continuer à mettre en place le jeu prôné par son nouveau staff. Et pourtant !

Tout près d'une victoire

Batailler en équipe était le mot d'ordre des entraîneurs lors de ces deux journées de Challenge Cup. Et même si le résultat final n'est pas en faveur du club roussillonnais, force est de constater que l'équipe de l'USAP, pourtant remaniée, a mené la vie dure à cette belle équipe de Trévise. Le score 24-20 à la pause prouve bien que les Catalans ont fait mieux que se défendre. Trois essais marqués, ce qui n'était pas arrivé depuis belle lurette, excepté lors du match du dimanche précédent contre la faible équipe de Newport. Clairement l'USAP n'a plus le même visage et le jeu, que veulent mettre en application les nouveaux entraîneurs, a l'air de vouloir prendre forme.

Bien entendu un point de bonus défensif aurait été plus que mérité mais le but avoué pour le staff était de batailler et de rester fort. Ce que les Catalans ont su faire durant quatre-vingts minutes. Des joueurs faisaient leur retour après blessure, d'autres apparaissaient pour la première fois dans l'équipe, d'autres plus jeunes étaient intégrés au groupe et c'est sur cette force que l'USAP a décidé de s'appuyer. Le staff cherche ainsi le bon équilibre. Les deux matchs de Challenge ont ainsi été mis à profit pour réaliser ce mix, avant de reprendre le Top 14 et la réception hyper importante du club auvergnat.

L'USAP avait la tête à Clermont

Il est évident que les Catalans veulent se sauver au plus vite dans le championnat français ou du moins se rapprocher, voire doubler, son principal rival au maintien l'US Montauban. Six points de retard pour accrocher la treizième place synonyme d'access match. Et cette course commence ce samedi avec la réception de Clermont. Les joueurs de l'ASM, même s'ils sont classés à la neuvième place du Top 14, ne semblent pas au mieux de leur forme. Une défense trop tendre, une attaque inefficace. Bref !

Une équipe auvergnate qui paraît dans le doute après deux défaites en Champions Cup et des résultats en Top 14 que l'on pourrait qualifier de très moyens avec six victoires pour cinq défaites malgré une petite victoire

à Montpellier. Battre à Aimé-Giral l'équipe de Clermont doit être un impératif pour une USAP en mode renouveau. Pendant ce temps Montauban reçoit l'équipe de Pau qui se doit de faire un résultat chez le promu tarn-et-garonnais. Une défaite de l'USAP combinée à une victoire de Montauban (pourquoi pas!) compliquerait très sérieusement la tâche des hommes du manager catalan Laurent Labit. Mais non ! Même si c'est l'époque des olives, je ne vois pas pourquoi public et joueurs catalans se mettraient à faire de l'huile. L'USAP, depuis l'arrivée de son nouveau staff, a repris confiance et s'est lancée dans un rugby plaisant et efficace qui devrait lui permettre d'inscrire enfin une première victoire à son tableau de chasse.

L'équipe catalane est en train de gagner en confiance et peut se permettre de s'appuyer sur différents points qui fonctionnent. Elle franchira un cap lorsqu'elle évitera de donner des points faciles comme elle a encore trop tendance à le faire. En janvier deux matchs de Challenge Cup lui permettront encore de perfectionner son jeu sachant que la qualification dans cette compétition est devenu un objectif qui doit encore faire progresser le club catalan. Et ce avant d'affronter son rival direct Montauban le 24 janvier. D'ici là espérons que le compte victoires aura été débloqué.

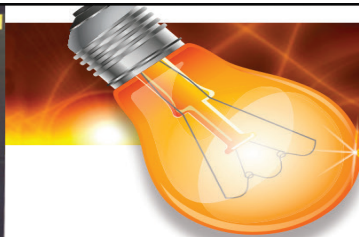
Fins aviat

Jo Solatges

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION



TOURRES JEAN
Electricité ALENYA

INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

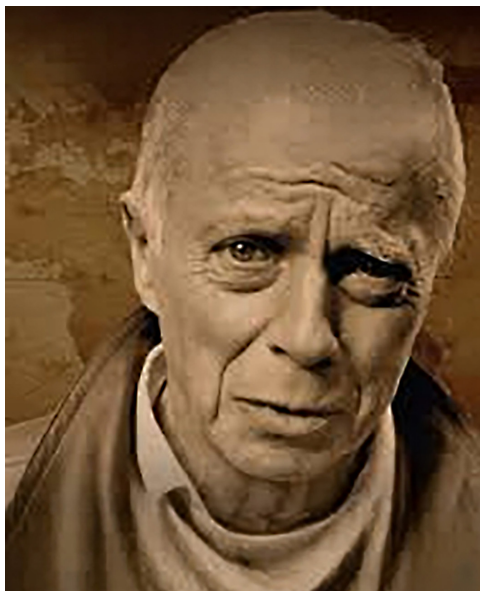
Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Jugement

Litige littéraire

D'un côté, l'Association des lecteurs de Claude Simon, de l'autre une ayant droit visiblement peu partageuse.

La littérature n'est pas à l'abri des démêlés judiciaires. C'est ainsi que le nom de Claude Simon, Prix Nobel de littérature 1985, dont les racines avec les P.-O. sont connues, s'est trouvé récemment au cœur d'une affaire de justice. Depuis 2018, à la suite du décès de Réa Simon, veuve du romancier et photographe, Mireille Calle-Gruber, professeur émérite, exerce les fonctions d'ayant droit moral pour l'œuvre de Claude Simon. Il lui appartient de « veiller à l'intégrité de cette œuvre, notamment en accordant ou refusant l'autorisation de la reproduire en totalité ou en partie. » Or, Mireille-Calle Gruber entretient des relations très conflictuelles avec l'Association des lecteurs de Claude Simon créée en 2001 avec le soutien de l'auteur, dont l'objet est de contribuer au rayonnement de son œuvre. L'association reproche à Mireille Calle-Gruber « une démarche d'obstruction » c'est-à-dire des refus répétés d'autoriser reproductions de photos ou autres écrits, « en contradiction totale avec les pratiques antérieures amicales et généreuses de Claude puis de Réa Simon, les précédents ayants droit. » L'association a porté l'affaire en justice qui, en première instance comme en appel (Cour d'appel de Paris 12 novembre 2025), a donné raison



à l'association et condamné Mireille Calle-Gruber pour « usage notoirement abusif de son droit moral sur l'œuvre de Claude Simon. » Une affaire qui rappelle que « le droit moral sur une œuvre ne saurait être soumis à l'arbitraire de son détenteur » conclut dans un communiqué l'Association des Lecteurs de Claude Simon.

N. G.

Cave à vin - Fromages
04.68.22.27.32

TOT VA VI
Le vin cool... à l'ho

7 place Henri Sayroux
66200 Alénça



Le Travailleur Catalan l'hebdo



Abonnez-vous
au numérique pour
5,50€/mois



Où sortir ?

Perpignan

Archipel | Vendredi 19 décembre à 12h30 |

Quintet Jazz | 10€.

El Mediator | Vendredi 19 décembre à 20h30 |

Kabaré Kréol | 25€/réduit 22,50€.

Cathédrale Saint-Baptiste | Samedi 20 décembre à 18h | **Concert de Noël** | Gratuit.

Argelès-sur-Mer

Village plage port | Du 17 décembre au 4 janvier | **Fêtes Inouïes** | Gratuit.

Esplanade Charles Trenet | Du jeudi 25 décembre au samedi 03 janvier | **Les Réveillons de la plage** | Entrée gratuite.

Canet-en-Roussillon

Ramblas- Plage centre | Samedi 27 décembre de 16h à 18h | **Spectacle Jaco** | Gratuit.

Collioure

Quai de l'Amirauté | Mercredi 17 décembre de 17h à 18h | Spectacle en lumière - **Badaboum Biscotte** | Gratuit.

Office du Tourisme | Mardi 30 décembre à 16h | **Rômulus do Brasil, à la guitare et au chant** | Gratuit. Vendredi 26 décembre et vendredi 2 janvier de 14h à 17h | **Ciné balade** | à partir de 13€.

Font-Romeu-Odeillo-Via

Avenue Emmanuel Brousse | Mardi 23 décembre de 17h à 18h | Christmas family Weeks - **Spectacle Gospel** par la compagnie Harmony | Gratuit. Lundi 29 décembre de 18h à 18h30 | Christmas family Weeks - **Spectacle de feu - Dark Paillettes** | Gratuit.

Formigüères

Place de l'église | Mardi 30 décembre de 17h à 19h | **Concert chants de Noël** | Entrée gratuite.

Thuir

Place de la République | Samedi 20 décembre à 14h30 | Nadal des ours - **Arts du cirque et Gospel** | Gratuit.

Caves Byrrh | Dimanche 21 et 28 décembre à 19h30 | **Les dimanches des caves Byrrh** | 50€.

Villefranche-de-Conflent

Place Louis Blasi | Vendredi 19 décembre à 19h | Noël Magique avec **The Lemon Grass** | Gratuit. Samedi 20 décembre à 19h | Noël Magique avec **Sans Interdit** | Gratuit.

Vinça

Église Saint-Julien Sainte Baselisse | Dimanche 28 décembre à 16h | **Concert orgue et chant** par Cécile Monier, orgue et Corine Nanette chant - Oeuvres de Bach, Charpentier, Daquin, Massenet | Participation libre à l'entrée.

Alénia

Du nouveau en musique de chambre

Issu de l'OSAR (orchestre symphonique d'Alénia Roussillon) un nouvel ensemble de musique de chambre vient de naître.

Depuis sa création, sous l'impulsion de Bernard Salles, l'OSAR (orchestre symphonique Alénia Roussillon), se démultiplie, outre le grand format symphonique dont on ne compte plus les concerts dans le département, on peut entendre une formation de cuivres, et, désormais un ensemble de musique de chambre. Créé en octobre 2025, ce tout nouvel ensemble rassemble dix instrumentistes à cordes (violons, altos, violoncelles et contrebasse) tous issus de l'OSAR (Orchestre Symphonique d'Alénia Roussillon), tous professionnels, placés sous la direction de Bernard Salles qui n'a décidément pas les deux pieds dans le même sabot.

Ce dernier affiche une belle ambition pour l'ensemble : « *cette formation va permettre l'interprétation d'un très large répertoire allant du baroque à nos jours. La possibilité d'ajouter des voix ou instruments à vents permettra d'aborder une infinité de répertoire.* »

Pour son premier concert, mercredi dernier, l'église d'Alénia était comble. Un concert dit



L'église d'Alénia était comble pour le concert de la Sainte-Eulalie.

de la sainte Eulalie, patronne de la commune. Bach, Vivaldi, Mozart, Corelli et Britten étaient au programme. De la belle musique, un ensemble remarquablement investi et un chef en grande forme, en dialogue permanent avec l'assistance, quoi de mieux en ces veilles de

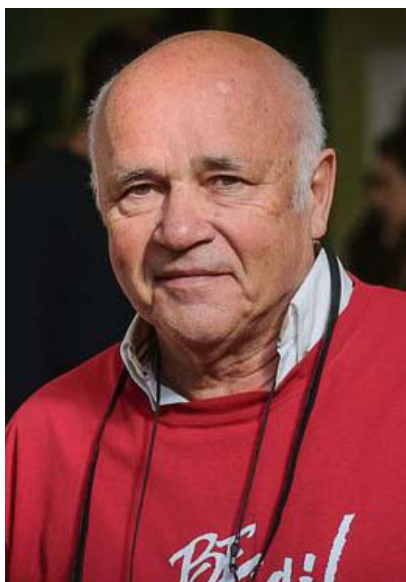
fête ? Le public a longuement manifesté son enthousiasme, particulièrement lors des rappels avec *El cant dels ocells* et *La Santa Espina*. À coup sûr nous aurons beaucoup d'autres occasions d'entendre cet ensemble.

Nicole Gaspon

Livre

Nouvelles poétiques

Vigneron et poète, Alain Pottier publie « Elle ne m'a pas laissé... », émouvant recueil d'impressions, de souvenirs...



D'Alain Pottier, nous connaissons et avions évoqué dans notre hebdo l'épatant petit livre *Boire du vin*. Étant donné qu'il est vigneron et poète, on ne sera pas étonné de découvrir sa dernière publication, un recueil de poésies, très exactement de « *nouvelles poétiques* » : *Elle ne m'a pas laissé...* Pas étonnant non plus de constater qu'il y a une sorte de continuité entre les deux ouvrages et que le vin n'est pas absent du deuxième. Un mot sur le titre, les points de suspension ont un sens, l'évanescence des souvenirs, la fuite du temps, thèmes qui traversent le recueil.

Couverture noire portant un idéogramme, nombreuses et belles photos, disposition calligraphique de nombreux textes, ce petit livre est édité aux « *éditions Paraules* » de l'ami André Robèr, c'est dire qu'il est aussi un objet artistique.

Le livre se découpe en quatre parties, *Elle ne m'a pas laissé... Lointaines litanies, Écrits avant l'heure et Rituels*, à lire dans le sens que l'on veut. Les formats sont multiples, des nouvelles en prose à des poèmes aussi courts que des haïkus.

Alain Pottier s'y livre à une méditation sur lui-même, ses souvenirs, ses angoisses, sur la mémoire, l'amour, la vie, la mort, la religion, joue sur les mots, au fil d'une vraie écriture poétique. Il y a une musique, des images qui surgissent. L'Espagne est très présente, on y trouve des hommages, à Machado, à Duras...et même des impressions nées de la vie quotidienne, preuve que tout peut faire poésie. On peut conclure sur le plus court de ces textes, intitulé *Projet* :

Dans mon inexistence existence. J'aspire à l'abreuvoir Point final.

N. G.

Perpignan

Viva la Rumba !

Une belle coopération entre le conservatoire et le comité de la place du Puig sous l'égide de la Casa musicale.

Une idée incongrue a germé entre trois personnes se croisant lors d'un concert -Rebecca directrice de la Casa Musicale, Jean-Marie Scieszka directeur du conservatoire à rayonnement régional de Perpignan et Joseph Saadna, dit Mambo, président du comité d'animation de la place du Puig- en l'occurrence construire une collaboration entre l'orchestre des jeunes élèves du conservatoire et les rumberos de la Casa. Depuis deux ans et demi, un long, fastidieux et enthousiasmant travail se met en place. L'édition du programme du spectacle de rumba, son enregistrement, sa mise en partition pour les différents instruments de l'orchestre symphonique par son chef et de multiples répétitions pour aboutir à ce magnifique spectacle qui nous est offert en exclusivité ce dimanche. Un deuxième créneau a permis de répondre à l'affluence des inscriptions. Le public est conquis dès le premier morceau, l'envie de danser dès les premières notes, les premiers chants. Une belle réussite de croisement des disciplines et des talents est partagée avec générosité avec les spectateur.ice.s. Neuf chanteurs-musiciens rumberos, accompagnés de l'orchestre fort de ces soixante-trois musiciens.ne.s, nous ont emmenés dans un voyage fantastique au cours de ces onze chansons sur lesquelles l'appel à danser a finalement fait lever la salle. Cette coopération a été soutenue par diverses institutions, la Préfecture, dans le cadre de la politique de la



Chanteurs, musiciens, rumberos accompagnés par l'orchestre symphonique.

ville, la CAF, la Région, le Département ainsi que la Mairie. Alors oui, la culture est transversale, porteuse d'espoir et de cohésion, elle fait vibrer une ville et sa population.

Françoise Chatard

Film

Running Man : la course folle d'une Amérique en roue libre

Avec son dernier film, Edgar Wright nous plonge dans un monde dystopique mais pourtant si proche du nôtre.



Dans un avenir proche où les habitants vivent dans les bidonvilles et où les milliardaires contrôlent la société, un père de famille se fait virer de l'usine pour avoir dénoncé les conditions de travail. Notre protagoniste, Ben Richards, incarné par Glen Powell, est placé sur la liste noire réduisant à zéro ses chances de retrouver du travail. Incapable d'acheter des médicaments pour sa fille, malade, il décide de par-

ticiper à une émission de télé-réalité : Running Man, où lâché dans la ville, il doit survivre pendant 30 jours avec une prime sur sa tête. Traqué par les citoyens et une équipe des « chasseurs », militaires professionnels et stars de l'émission, tuant en plein direct et de manière spectaculaire les malheureux participants.

Inspiré du roman éponyme de Stéphan King, le film nous parle d'une société ultra-capitaliste inégalitaire et violente avec la télé-réalité servant de défouloir, oublie-misère et d'un moyen de diviser les opprimés. Pendant la séance on est assailli par les similitudes avec notre période surtout de l'autre côté de l'Atlantique. L'omniprésence des médias privés, la société du spectacle, la violence des dirigeants (Donald Trump avait proposé de mener des traques citoyennes des criminels durant sa campagne), la réponse violente des laissés-pour-compte comme l'assas-

sinat du PDG de United Health par Luigi Mangione ou encore celui de Charlie Kirk. Cependant, bien que visuellement époustoufflant avec un scénario qui tient la route, le film, comme souvent dans le cinéma étasunien, oublie la lutte de classe, préférant une vision romantique et utopique de la lutte.

Stan

Assemblée nationale

Le PLFSS ne doit pas cristalliser les divisions

Si le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour l'année 2026 a été adopté de justesse, les répercussions de ce débat ne doivent interdire le rassemblement à gauche.

Grâce à l'abstention d'une partie des écologistes et le soutien du Parti socialiste, le gouvernement est parvenu, mardi 9 décembre en deuxième lecture, à faire adopter le budget de la Sécurité sociale par l'Assemblée nationale. Et ce, malgré la division du « socle commun ». Jamais depuis son instauration, en 1996, un projet de loi de financement de la Sécurité sociale n'aura suscité un tel éclatement des voix au sein même des groupes. Écartelés entre le besoin de compromis et le risque de compromission, les députés des groupes PS, Écologistes, Horizons et LR ont godillé jusqu'au dernier moment pour, au final, soutenir ou s'abstenir, permettant une adoption in extremis.

La boutique des horreurs

Mais, à l'évidence, le PLFSS voté par l'Assemblée n'est pas un texte de progrès social. Aussi, sur sa nature, les avis divergent, notamment à gauche autour d'une question : le gouvernement a-t-il assez lâché ? Censé ramener le déficit autour de vingt milliards d'euros, il n'est certes plus le « musée des horreurs » dénoncé par la gauche au début de l'examen. Mais c'est bien un « texte d'inspiration libérale », comme le qualifie le président PCF du groupe GDR, Stéphane Peu, qui a été voté de justesse. Ce « musée des horreurs » s'est tout simplement mué en « boutique des horreurs ».

Rassembler !

En fait, en conciliant les positions des socialistes et de la droite, Sébastien Lecornu a fait coup double. Il sauve sa tête au gouvernement,

mais sème également les germes de la dissension à gauche. C'est tout le piège de cette séquence budgétaire qui vise à cristalliser les divisions du camp progressiste à quelques encablures d'échéances électorales cruciales pour l'avenir du pays. Aussi, une chose est sûre : le meilleur cadeau que pourrait faire la gauche au camp des libéraux serait de débattre à l'infini de ces votes pour en faire une cause de rupture définitive. Un réel changement de cap budgétaire, que ce soit pour notre modèle social ou l'avenir de la France, ne peut s'obtenir que par un changement de majorité et des victoires électorales, aux prochaines municipales et plus encore à la présidentielle. Pour cela, la gauche a besoin d'unir toutes ses forces.

René Granmont



Approbation de la hausse du budget de la défense

L'Assemblée nationale vient d'approuver la déclaration du Premier ministre, Sébastien Lecornu, qui souhaite augmenter les crédits de la défense nationale de 6,7 milliards d'euros en 2026.



Face à « une menace de conflit », Sébastien Lecornu a demandé à l'Assemblée nationale « d'approuver le principe d'une augmentation du budget de la défense pour soutenir une montée en puissance plus rapide de nos forces armées dès 2026 ». L'objectif serait d'accélérer « notre réarmement par une augmentation des crédits de 6,7 milliards d'euros en 2026 » (contre 3,2 milliards supplémentaires initialement prévus), pour un budget total de 57 milliards d'euros. La somme engagée permettra de produire des munitions mais aussi des drones « en masse ». Il s'agirait d'envoyer « un message à nos alliés comme à nos compétiteurs pour leur montrer que nous nous retrouvons sur l'essentiel, c'est-à-dire la sécurité et l'indépendance nationale ».

L'ombre de Poutine est tenace

La déclaration du Premier ministre a été soutenue par 411 députés, sur les 521 votants. Seuls les élus du groupe Gauche démocrate et républicaine où siègent les députés communistes

et ceux de La France insoumise, quatre élus écologistes et un socialiste ont voté contre. Soit, au total, 411 voix « pour », 88 « contre », et 22 abstentions. Dans une intervention sans concession, le député communiste Edouard Bénard a mis en garde ses collègues, dénonçant une « cacophonie belliciste ». « Nous n'accepterons pas la guerre comme horizon » a-t-il déclaré avant de fustiger les « libéraux », qui « entendent imposer par la militarisation » ce qu'ils « n'ont pu obtenir des luttes sociales ». « Vous entraînez notre pays vers la guerre, comme des somnambules prisonniers de leurs songes, inconscients du chemin qu'ils empruntent », a fustigé Bastien Lachaud (FI). Et d'affirmer à la tribune de l'Assemblée nationale que « si l'on veut la paix, on prépare la paix, par tous les moyens possibles ».

Le gouvernement, à l'offensive, glisse sur une pente dangereuse en brandissant la menace d'une guerre. Les lobbies de l'armement ne sont pas bien loin.

Dominique Gerbault

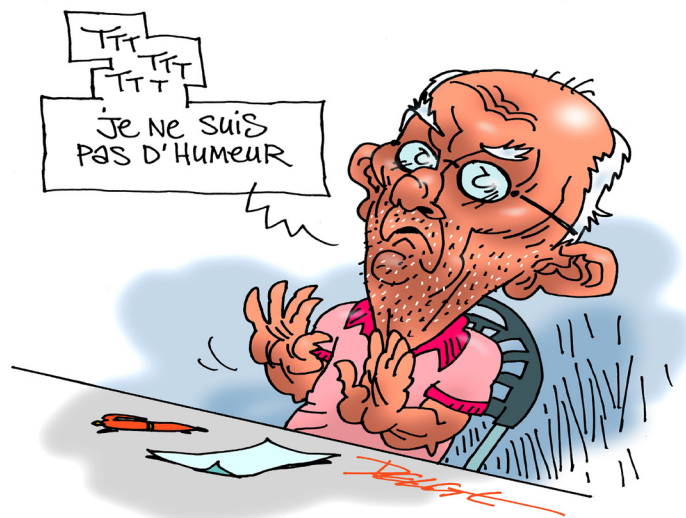
S.... C.....

Les féministes ne seraient donc que de S.... C.. Parce qu'elles seraient intervenues pour interrompre aux *Folies Bergères* un spectacle de l'humoriste Ary Abittan : il était accusé de viol en la fin 2021 par une jeune femme qu'il fréquentait depuis quelques semaines. Trois ans d'enquêtes ont abouti à un non-lieu. Le non-lieu a été confirmé en appel. Mais des féministes ne démordent pas : ses retours sur scène donnent lieu à des manifestations. Là les choses ont tourné au vinaigre, parce que notre première dame, Brigitte Macron, qui assistait au spectacle a fait part à son issue de sa désapprobation, en des termes si peu choisis qu'ils ont fait le buzz. Ils ont fait le tour des médias et loin d'ostraciser les perturbatrices, ils vont donner à des femmes, des féministes l'occasion de rappeler que le combat ne doit pas cesser pour l'égalité véritable, pour une justice plus soucieuse des faits, pour ne rien laisser passer dans le flou artistique ou graveleux. Même si la justice peut ici ou là faire preuve d'atermoiements.

Très loin du bon goût

La Bribri, elle, manque totalement d'éducation, elle n'est pas à la hauteur des toilettes luxueuses qu'elle porte, elle utilise des mots qui sont aux antipodes du bon goût. Elle confond le débat politique et l'invective grossière en s'asseyant sur les contraintes et le minimum de réserve que son rôle de « première dame » lui impose.

Le combat des féministes bat son plein, après des laisser-faire qui n'ont que trop duré, avec des habitudes machistes, comme on dit, qui perdurent. Les pouvoirs publics et ceux qui les incarnent ne sont pas toujours à la hauteur : rappelez-vous Macron se portant au secours d'un Depardieu, agité de la bistouriquette. Comme s'il fallait attendre que



l'orage passe pour que les traditions perdurent. Ces S... C.... sont dans la lignée de tous ceux qui n'ont pas très envie que le monde change. On ne s'en étonnera pas au TC. La violence du propos n'a rien de spontané, elle est emblématique d'une classe qui ne peut plus taire ses préjugés et qui n'hésite pas à se lâcher, s'il le faut.

Signe que les temps changent : des soutiens massifs aux féministes. Beaucoup de femmes ont relayé le hashtag #JeSuisUneSaleConne pour dénoncer des propos qui n'ont plus lieu d'être.

Jean-Marie Philibert



Le Travailleur Catalan l'hebdo Abonnez-vous !

Bulletin d'abonnement
à remplir lisiblement, en lettres majuscules.

Nom : Prénom :
Adresse :
N° : Rue, Bd, Av., etc... : Nom de la voie :
Code postal ou cedex : Ville :
Mail : Tél. :

☐ Papier / 6 mois
40€
(6,70€/mois)

☐ Papier / 1 an
78€
(20€/3mois)

☐ Numérique - Papier / 1 an
100€

☐ Numérique / 1 an
66€

Je régle :

Date : ... / ... /

☐ par chèque à l'ordre du Travailleur Catalan

☐ par prélèvement automatique
Joindre un RIB

Bulletin à renvoyer à : Le Travailleur Catalan, 44 avenue de Prades - 66000 Perpignan. Tél. : 04 68 67 00 88 - Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

LE TRAVAILLEUR CATALAN

GROS LOT

(Carton plein)
Moulinex Cookeo+ Multicuisineur
intelligent haute pression



Bar

RIFLEU

25 PARTIES

Dimanche
25
janvier
15h

Traditionnelle

(JAMBONS, TRIPACK, PANIERS GARNIS, BINGO...)

Organisateurs: les communistes de Cabestany en partenariat avec Les Amis du TC

Centre Culturel Jean Ferrat

CABESTANY

ASSOCIATION
LES AMIS DU
TC

SOUSCRIPTION EXCEPTIONNELLE

Chers lecteurs, chers amis du *Travailleur Catalan*,

Depuis près d'un siècle, *Le Travailleur Catalan* accompagne la vie de notre territoire. En 2026, nous fêterons nos **90 ans d'existence**. Neuf décennies d'engagement, de débats, de luttes et de conquêtes sociales.

Neuf décennies à défendre les valeurs de solidarité, de justice et de pluralisme. Notre journal garde une originalité précieuse dans le paysage médiatique des Pyrénées-Orientales : nous sommes engagés, indépendants et enracinés dans notre territoire.

Cette indépendance a un prix. **Nous avons besoin de vous !**

66% DE RÉDUCTION D'IMPÔT !

Grâce à notre partenariat avec Presse et Pluralisme, association d'intérêt général, vos dons sont déductibles de vos impôts à hauteur de 66% du montant versé.

LE TRAVAILLEUR CATALAN

☐ Je fais un don de [] [] [] [] [] [] € au profit exclusif du 
et je libelle mon chèque à l'ordre : presse et pluralisme

Opération Le Travailleur Catalan

à l'adresse : Le Travailleur Catalan - 44, avenue de Prades - 66000 Perpignan

Je précise mes coordonnées :

Nom : Prénoms :

Adresse :

Code postal : Ville :

Coupon à détacher et à renvoyer à l'adresse du Travailleur Catalan !

Je fais
un don



<https://dons.presseetpluralisme.fr/le-travailleur-catalan/>

Vos dons, votre journal

Un grand merci à toutes celles et ceux qui font un don !

Votre soutien est précieux et nous aide à avancer chaque jour un peu plus vers nos objectifs.

Pouget Étienne 100€ - Albert France 100€ - Serge Bastide 300€ ...